



Seine Maritime

Usagers : Demain quel service public pour vous ?

Vous vous déplacez nombreux dans vos Centres des Finances Publiques pour une démarche concernant vos impôts, vos taxes, redevances locales, payer vos factures locales (cantines, piscine, ...) et avoir des renseignements, des conseils, face à une réglementation complexe en perpétuelle évolution.

Vous subissez, depuis de nombreuses années, les conséquences concrètes de la politique de suppressions d'emplois (- 20 000 emplois entre 2012 et 2018). Ainsi, vous avez pu constater :

- une augmentation de votre trajet pour parvenir jusqu'à nos services ;
- une augmentation de votre temps d'attente ;
- une réduction des horaires d'ouverture au public.

Et pourtant, en présentant le 6 juin son « projet de nouveau réseau de proximité » le gouvernement et La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) ont confirmé leur volonté de démanteler notre administration et liquider notre réseau fondé sur la proximité de ses Centres des Finances Publiques.

Pour la Seine Maritime, ce projet se déclinera comme suit :

- **suppression de 5 services des impôts des particuliers (SIP). Il en restera 6 ;**
- **suppression de 7 services des impôts des entreprises (SIE). Il en restera 3 ;**
- **suppression des 7 services de publicité foncière (SPF). Il en restera 2 (dont un sera transféré de Rouen à Grand-Quevilly) ;**
- **Suppression des 41 trésoreries et création de 17 services de gestion ;**
- **Mise en place de points d'accueil intégrés dans les Maisons France services, accueils qui ne seront vraisemblablement pas tenus par des agents de la DGFIP. Ils consisteront à de simples permanences mensuelles ou hebdomadaires. Ils serviront à faire le lien avec des services qui pourront traiter les demandes des redevables et avec des moyens toujours plus réduits.**
- **Promotion des services en ligne et du « faites le vous-même » sur internet.**

Le résultat de ce projet sera simple : des déplacements et du temps supplémentaires pour vous, un service public « low cost » déshumanisé, totalement inadapté aux personnes en difficulté ou dans une situation de précarité. Il en résultera, quand ce n'est pas déjà le cas, une inégalité d'accès aux services entre les usagers. Notamment pour tous ceux qui ont des difficultés d'accès aux procédures informatisées (zones blanches, absence d'ordinateur, ...)

Les agents des Finances Publiques représentée par l'intersyndicale DRFIP 76 ont une autre idée de leurs missions et considèrent que le lien social passe par un véritable accueil de proximité réalisé par des agents de la DGFIP.

Ils se prononcent contre ce projet et veulent obtenir des moyens et des emplois supplémentaires afin d'accomplir pleinement leurs missions et vous rendre un service de qualité.

Si vous êtes comme nous, attachés à un REEL Service Public de proximité, nous vous invitons à signer la pétition ci-jointe.